agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/BURUNDI - Des sources de l'Eglise locale se disent « préoccupées par les tensions croissantes »

Bujumbura (Agence Fides) – « Nous sommes très préoccupés par la situation du pays » indiquent à l'Agence Fides des sources de l'Eglise locale du Burundi où la tension politique ne se calme pas après que les forces de l'ordre aient réprimé ces jours derniers les manifestations de l'opposition. Dans la nuit du 16 au 17 mars, un dirigeant de l'UPRONA, l'un des principaux partis burundais, a été légèrement blessé par l'explosion d'une grenade.

« Les tensions sont principalement liées à la tentative de l'actuel Président, Pierre Nkurunziza, de modifier la Constitution afin de pouvoir se représenter aux élections de 2015 en vue d'obtenir un troisième mandat » déclarent les sources de Fides, dont nous ne citons pas les noms pour raisons de sécurité. « La Constitution actuelle, qui fait siens les accords de paix d'Arusha de 2000, prévoit en effet que le Chef de l'Etat ne puisse être élu que pour deux mandats. L'opposition et la société civile manifestent actuellement leur contrariété à cette révision constitutionnelle ».

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déploré « les restrictions croissantes de la liberté d'expression » et s'est déclaré « très préoccupé » par la tension croissante au Burundi. « Les Evêques burundais étaient intervenus eux aussi en décembre dernier, affirmant qu'à leur avis, il ne fallait pas changer la Constitution avant les élections de 2015. Des changements pourront éventuellement être effectués après cette échéance » rappellent nos sources. « Les Evêques demandent en outre que le Bureau de l'ONU au Burundi (BNUB) ne soit pas fermé en ce qu'il contribue à garantir l'application des accords de paix ».

« D'autres tensions – poursuivent nos sources – sont liées à la question foncière. Une commission ad hoc a été chargée de vérifier les propriétés des terrains abandonnés par ceux qui avaient été contraints à fuir dans d'autre zones du Burundi ou à l'étranger et qui ont par la suite été occupés par d'autres personnes. Les anciens propriétaires, récemment revenus de Tanzanie, réclament en effet la possession de leurs terrains, ce qui a engendré de fortes tensions entre les anciens et les nouveaux propriétaires ». « La situation est donc très délicate et la peur règne au sein de la population. Nous prions actuellement afin que la paix prévale finalement dans notre pays » concluent les sources. (L.M.) (Agence Fides 18/03/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it